

Révolution sanitaire au Costa Rica ?



[Source : arianebilheran.com]

Interview de Marco au Costa Rica

Par Ariane Bilheran

Témoignage de Marco Albertazzi

Le nouveau gouvernement du Costa Rica vient de supprimer le caractère obligatoire des injections expérimentales contre le COVID, et d'exiger des investigations juridiques sur les contrats passés par le gouvernement antérieur avec les multinationales des vaccins.

Dans ce contexte, j'ai souhaité recueillir le témoignage de Marco Albertazzi, qui est une figure clé de la résistance costaricaine, un homme pugnace et inspirant, qui par sa foi soulève des montagnes.

Marco est administrateur d'entreprise.

Il termine son master en Business et Administration.

Il fut le premier à s'exposer publiquement, allant marcher devant la Maison Présidentielle, pour informer la population sur les mensonges, la corruption et les manipulations de masse. Muni de sa pancarte, il interpellait les passants : « Quelle pandémie ? Quelle pandémie ? Où avez-vous vu une pandémie ? ».

Tout le monde le prenait alors pour un Diogène fou...

En ce jour historique du 3 août 2022, la résistance qu'il a levée à lui tout seul au Costa Rica a emporté sa première grande victoire.

Propos recueillis par Ariane Bilheran, normalienne, philosophe, docteur en

Pouvez-vous me décrire comment s'est formée la résistance au Costa Rica, avec quelles ambitions ? Je suppose qu'au début vous n'étiez pas nombreux à avoir le courage d'affronter la politique sur la « pandémie » ? Quels obstacles avez-vous rencontrés ? Vous m'aviez parlé de répression, comment cela s'est-il passé ?

Après des abus, des restrictions et des impositions de la part du gouvernement, des décisions absolument incongrues par rapport à ce que nous vivions, et face à l'inaction des dirigeants politiques pour protéger les personnes bafouées, le 13 juillet 2020, je suis sorti seul dans la rue pour dénoncer cette pandémie devant la Maison Présidentielle, en me fondant sur des données biostatistiques et épidémiologiques qui n'étaient tout simplement pas en accord avec le message donné par le gouvernement de la République.

Ensuite, j'ai cherché des gens qui avaient des pages Facebook, Twitter, Instagram, et qui manifestaient leur désaccord avec la politique menée. J'ai contacté des médecins, des avocats, des psychologues, des infirmiers, des biologistes, et d'autres professions pour organiser le Mouvement pour la Santé et la Liberté. Je m'y consacre sans pause depuis 2020.

Nous nous sommes réunis et nous avons organisé des actions, des manifestations, différentes modalités de protestation. Nous avons subi des représailles inouïes. Dès le 13 juillet 2020, les attaques commencèrent contre moi, puis contre ceux qui me rejoignaient : selon la presse et les fonctionnaires du gouvernement, nous étions des négationnistes, les théoriciens du complot, etc. Quant à eux, ils continuaient d'exiger les fermetures et les confinements, des mesures restreignant la liberté, et de violer les droits de l'homme tels que la dignité et la liberté des êtres humains, la liberté de parole, le travail, la vie, la sécurité, le droit de ne pas être traités comme des esclaves, cruellement ou de manière dégradante, entre autres. Nous avons subi des répressions policières très violentes.

Lorsque les substances expérimentales sont sorties, nous avons été informés des risques qu'elles pouvaient produire. Nous avons alors commencé à alerter la population, ce qui nous a valu le titre « d'antivaccins » auprès des médias alignés sur la politique du gouvernement. Cependant, nous n'avons jamais cessé de parler des bons traitements qui pourraient aider les gens à surmonter le COVID, et de mettre en garde contre les risques des injections.

Pour avoir dénoncé ces abus, j'ai même été assigné à résidence (en arrestation à mon domicile) durant trois mois après que nous nous fûmes rendus dans un hôpital exiger des explications, puisqu'un enfant était retenu en otage pour être vacciné, ce que le personnel de l'hôpital a fait par la force, en frappant même sa mère enceinte lorsqu'elle essaya de le protéger

des infirmières de l'hôpital. Le jour où nous sommes allés à l'hôpital pour défendre cet enfant et soutenir sa mère, la répression policière a été terrible : les policiers ont frappé des enfants, des personnes âgées, des femmes, à des médecins, dont la docteur Jimena Campos. Le but était d'intimider et d'attaquer le mouvement.

Qu'est-ce qui vous a donné le désir et la force de résister ?

Mon indignation devant la violation des droits humains, les gens écrasés, piétinés par le gouvernement, la police, l'abus de pouvoir, les gens arrêtés pour réclamer le droit d'aller travailler et alimenter leur famille. Je suis chrétien, et la Bible nous enseigne que, comme fils de Dieu, je dois défendre la vérité et la justice, et simplement je ne pouvais pas me taire. J'ai pensé que si David avait vaincu Goliath, et si Moïse avait vaincu Pharaon, je pouvais moi aussi, avec l'aide de Dieu, vaincre ces fous qui ont causé tant de torts à la population du Costa Rica. Il fallait de la vaillance et de la bravoure, lever la voix pour réveiller les consciences, et ne pas se taire. Face aux attaques, il ne fallait pas non plus se laisser faire.

Désormais au Costa Rica, vous avez remporté une victoire : la vaccination n'est plus obligatoire. Pouvez-vous me dire comment vous avez obtenu ce grand succès, qui l'est non seulement pour le Costa Rica, mais aussi pour le monde entier ? Vous donnez un sacré exemple.

Le Président actuel a tenté de supprimer l'inoculation obligatoire, mais les membres de la Commission nationale de vaccination et d'épidémiologie ont refusé. Après enquête, nous avons découvert que les nominations de cette Commission avaient expiré et que, par conséquent, tous les accords conclus par elle depuis 2020 étaient illégaux ! De même, conformément à la loi, nous avons demandé une copie certifiée des procès-verbaux de la Commission, et nous avons vu les insanités qui avaient été décidées alors que les membres savaient pleinement qu'ils faisaient le mauvais choix. Ils ont agi avec malice contre le peuple. Cela a conduit à une plainte pénale déposée hier (le 3 août) contre tous les membres de la Commission.

Quel est votre conseil pour les défenseurs des libertés dans les autres pays, qui essaient d'obtenir le même résultat que vous au Costa Rica ?

Battez-vous ! Exposez personnellement les décideurs et les promoteurs corrompus de ces politiques liberticides (photo, numéro d'identification, poste qu'ils occupent, etc.) afin que les gens puissent les identifier... qu'ils ressentent la pression (cela a fait démissionner un membre de la Commission). Déposez des plaintes pénales avec des preuves ! Examinez les procès-verbaux des Commissions qui ont pris les décisions des enfermements, des inoculations obligatoires, et de toutes les mesures contre les droits de l'homme et les libertés fondamentales, afin de pouvoir engager des actions en justice sur la base de ces preuves.

Frappez à toutes les portes.

N'abandonnez surtout pas.

Ne cédez pas à la fatigue.

Quel est votre prochain objectif ?

Continuer maintenant à exposer au public les effets néfastes de ces inoculations, poursuivre en justice les personnes qui ont obligé les citoyens à recevoir ces substances, mais aussi les employeurs (entreprises) qui ont harcelé, contraint, discriminé, suspendu et licencié leurs employés parce qu'ils ne voulaient pas subir ces injections, afin que cela ne se reproduise plus jamais, et m'attaquer aux mensonges de la variole du singe.

Pour contacter Marco :

Marco Albertazzi

Coordinateur général

Movimiento Por La Salud Y La Libertad (Mouvement pour la santé et la liberté)

direccion@movlibertadcr.com |+ (506) 6050-9992

Rencontre entre Marco Albertazzi et Ariane Bilheran le 30 juin 2022 :